

Marianne Thivend
L'École républicaine en ville. Lyon, 1870-1914.

Coll. « Histoire de l'éducation », Paris : Éditions Belin, 2006, 251 pages.

Andrée Dufour

Centre interuniversitaires d'études québécoises, Laval et Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Mieux connaître l'école républicaine des grandes métropoles françaises dont on sait peu de choses, voilà l'objectif que s'est fixé l'auteure, estimant que les historiens ont surtout prêté leur attention à l'école républicaine de Jules Ferry instaurée en milieu rural, en dépit du fait que la France est déjà à moitié urbaine à la veille de la Première Guerre mondiale à la faveur de la première et de la seconde industrialisations. C'est l'école lyonnaise depuis l'instauration de la Troisième République jusqu'à la Grande Guerre qu'a choisi d'étudier Marianne Thivend. En plus d'être une ville industrielle et commerçante particulièrement dynamique, Lyon est une ville entreprenante sur le plan scolaire. Ses nombreuses initiatives éducatives représentent une volonté d'affirmation face au pouvoir central et à l'offre congréganiste. Mais au-delà des politiques municipales, l'auteure veut aussi montrer les pratiques scolaires des citoyens.

Les deux parties de l'ouvrage sont consacrées à chacun de ces deux volets. Ainsi, la première partie intitulée « L'École dans la ville : une politique, des espaces et des coûts » aborde la définition et le développement de la politique scolaire lyonnaise. Dans un premier temps, les écoles sont laïcisées, affranchies de l'Église, et de nombreux bâtiments scolaires sont construits dans les différents quartiers de la ville. La municipalité veut ainsi « intégrer à la jeune république les couches populaires et ouvrières » (p. 81). Des sommes importantes sont consacrées à l'établissement de ce réseau scolaire municipal qui transforme le paysage urbain. Dans le chapitre 3, l'auteure s'attarde aux défis que représentent le financement et la gestion courante des écoles d'une grande ville dans le cadre d'une législation scolaire de plus en plus contraignante et peu généreuse. La municipalité doit largement assumer la mise sur pied des multiples écoles primaires et des écoles primaires supérieures, « les collèges du peuple » (p. 94). Elle doit recruter de nouveaux maîtres et maîtresses pour accueillir une partie des enfants issus des écoles congréganistes désormais fermées. Elle entreprend de revaloriser la condition enseignante par l'augmentation des salaires des instituteurs et des

institutrices, exprimant ainsi sa forte préoccupation pour l'encadrement pédagogique des enfants de l'école laïque. L'école républicaine est désormais intégrée dans la ville, elle est « établie comme une évidence » (p. 118).

Dans la seconde et très intéressante partie de son livre, intitulée « Des élèves et des enseignants », Marianne Thivend effectue un changement de perspective. Elle jette cette fois la lumière sur les pratiques scolaires des citadins. À partir des registres matricules et d'inscriptions et des rapports d'inspecteurs du primaire et de délégués cantonaux, elle cherche en premier lieu à savoir qui va à l'école dans ce milieu social urbain très diversifié qu'est Lyon. Comment se déroulent les sept ans passés à l'école (en France, l'école est alors obligatoire de 6 ans à 13 ans). De fait, l'école publique est populaire, surtout fréquentée par des filles et des fils d'artisans, d'ouvriers, d'employés de commerce et de bureau, et de petits commerçants. Rares sont les enfants des élites urbaines et des classes moyennes supérieures, celles-ci préférant envoyer leurs fils et filles dans les institutions congréganistes. Aussi, l'auteure écrit-elle que « Sans être effectivement l'école des pauvres, l'école primaire est [...] l'école 'du peuple' » (p. 127). À Lyon, la mobilité des élèves est toutefois grande en raison de celle des familles elles-mêmes, d'une offre d'enseignement importante et variée et de l'augmentation des attentes des parents des classes populaires vis-à-vis l'école. Ceux-ci recherchent les écoles dont les institutrices et instituteurs peuvent mener leur enfant jusqu'au certificat d'études qui représente un « atout sérieux dans la réalisation du désir d'ascension sociale » (p. 138). Les familles manifestent de la sorte « une certaine autonomie face à une institution chargée de les discipliner » (p. 154). Certes rien n'est parfait : comme cela fut observé à Paris, la durée du temps passé à l'école varie beaucoup, d'un an à huit ans; l'absentéisme freine aussi les progrès de la fréquentation scolaire. Les enfants de 10, 9 ou même de 8 ans partagent leur temps entre l'école et un travail nécessaire aux familles pauvres. Certains parents sont aussi indifférents vis-à-vis l'instruction de leurs enfants. Aussi, écrit l'auteure, « les résistances aux règles de la vie scolaire demeurent nombreuses et signalent l'impuissance des pouvoirs publics face à ce problème » (p. 154).

Au chapitre 5, « Des garderies aux amicales laïques : la dynamique périscolaire », l'auteure examine les initiatives municipales et privées, faites pour faire aimer l'école aux enfants et leur faciliter la fréquentation régulière de l'école. La municipalité fournit des secours en nourriture et en vêtements, offre des prix et récompenses aux meilleurs élèves, du matériel scolaire gratuit, met sur pied une cantine, ouvre les garderies du jeudi (jour de congé scolaire), des classes de vacances d'été et des colonies scolaires. Elle établit aussi l'étude surveillée, gratuite, ouverte de 4 à 6 heures du soir et assumée par les enseignants. On se préoccupe surtout des garçons qu'il faut protéger du vice et du vagabondage; on estime que les filles sont occupées à la maison par des tâches ménagères. Des ouvriers leur sont toutefois ouverts le jeudi; elles y apprennent la couture, la cuisine, l'économie domestique, en somme les différents apprentissages utiles à leur futur rôle de mère de famille.

Dans un sixième et dernier chapitre du livre, Marianne Thivend se penche sur « Les enseignants de la ville », sur lesquels on s'est trop peu attardé, soutient-elle, car on n'a retenu que l'image de l'instituteur attaché à son école, rurale, « dévoué corps et âme à la cause du progrès et du peuple », et celle d'un ensemble d'individus dont

l'unique destin est de « servir l'idéal républicain » (p. 179). Or, le corps enseignant apparaît davantage hétérogène. Déjà, il est largement féminin, puisque que dès le début des années 1870, les femmes en forment plus de la moitié. À Lyon, tous les instituteurs et institutrices sont brevetés, les hommes étant cependant davantage passés par l'école normale. L'écart se rétrécira au XX^e siècle. Pour les hommes, l'enseignement n'est « qu'un moyen d'éviter le service militaire », pour les jeunes filles, le métier s'avère un « refuge contre la pauvreté » (p. 184), écrit l'auteure. Enseigner en milieu rural est un passage obligé avant de revenir en ville, où s'installent de façon définitive la plupart des enseignantes et des enseignants en dépit des difficultés que représente pour eux un « nouveau public scolaire » formé d'élèves moins dociles et parfois insolents (p. 191).

Cet ouvrage fourmille d'informations nouvelles sur les politiques scolaires, sur la situation des élèves et du corps enseignant de Lyon et, partant, des villes, des grandes villes surtout, et contribue ainsi à l'enrichissement de l'historiographie française de l'éducation. On aurait cependant aimé que l'auteure fasse aussi état de l'historiographie britannique et nord-américaine, qui a montré l'importance de la demande sociale d'éducation et des initiatives locales dans l'effort de scolarisation de la jeunesse. Par ailleurs, si les tableaux du livre apparaissent clairs et pertinents, la carte schématique de Lyon apparaît bien peu éclairante à un lectorat non français. Il n'en demeure pas moins que l'auteure, tel qu'elle nous le rappelle dans sa conclusion, a su de fort belle façon montrer tout l'intérêt d'étudier l'école urbaine d'autrefois et de l'appréhender sous toutes ses formes par la prise en compte de ses différents acteurs.